



INFORMATION DISPOSITIF DE VIDEOSURVEILLANCE

Objet du traitement (finalité et base légale) :

L'association CLUB OMNISPORT DE LYON situé 56 rue Pauline-Marie Jaricot 69005 LYON a placé ses locaux sous vidéosurveillance afin d'assurer la sécurité des salariés, bénévoles et de ses biens. Les images enregistrées dans ce dispositif ne sont pas utilisées à des fins de surveillance du personnel ni de contrôle des horaires.

La base légale du traitement est l'intérêt légitime (cf. article 6.1.f) du Règlement européen sur la protection des données).

Données et catégories de personnes concernées :

Les salariés et bénévoles de l'association CLUB OMNISPORT DE LYON sont filmés par le dispositif. Les visiteurs occasionnels des locaux de la société sont également susceptibles d'être filmés.

Destinataires :

Les images peuvent être visionnées, en cas d'incident, par le Conseil d'Administration du CLUB OMNISPORT DE LYON et par les forces de l'ordre.

Durée de conservation :

Les images sont conservées 14 jours.

En cas d'incident lié à la sécurité des personnes et des biens, les images de vidéosurveillance peuvent néanmoins être extraites du dispositif. Elles sont alors conservées sur un autre support le temps du règlement des procédures liées à cet incident et accessibles aux seules personnes habilitées dans ce cadre.



Droits des personnes :

Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits) .

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter notre déléguée à la protection des données (DPO).

.

- Contacter notre DPO par voie électronique : presidence@clubomnisportdelyon.fr
- Contacter notre DPO par courrier postal :

Le délégué à la protection des données

CLUB OMNISPORT DE LYON

56, rue Pauline-Marie Jaricot

69005 LYON

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le dispositif vidéo n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation en ligne à la CNIL ou par courrier postal.